

Monsieur LECOQ Jean-Paul
Député
Assemblée Nationale
Palais Bourbon
126 rue de l'Université
75355 Paris

Petit-Couronne, le 25 septembre 2018

Monsieur le Député,

Inscrite dans le projet de loi de finances pour 2019 présenté ce lundi en Conseil des Ministres, la suppression du taux réduit de taxe intérieure de consommation sur les projets énergétiques (TICPE) sur le gazole non routier représentera une augmentation d'impôts de près de 700 millions d'euros pour la seule filière des travaux publics sur les 900 millions d'euros d'économies budgétaires attendues par le Gouvernement.

Rarement un secteur d'activité n'aura été autant impacté par une mesure fiscale. Les 8 000 entreprises des travaux publics verront de fait leur marge baisser de près de 60%, dans un secteur qui se caractérise déjà par un faible taux de marge net de l'ordre de 2%. Certaines entreprises n'y survivront pas, notamment les PME.

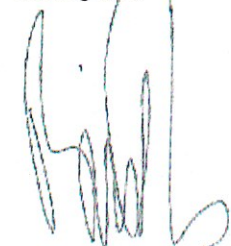
Outre les conséquences sur les marchés en cours, cette mesure entrainera, à budgets constants, une baisse significative du volume d'investissement des collectivités locales dans les infrastructures. Ce coup de frein sera inévitable, dans la mesure où cette hausse de fiscalité ne manquera pas de se répercuter sur les prix.

Aussi, quelques semaines seulement après le tragique accident de Gênes, alors même que l'entretien de nos routes et de nos ouvrages d'art est devenu un sujet majeur de préoccupation faute d'investissements suffisants, nous avons toutes les raisons d'être inquiets pour l'avenir.

C'est la raison pour laquelle nous demandons le maintien du GNR pour l'ensemble des secteurs d'activité, et pas seulement pour l'agriculture et l'industrie ferroviaire.

Pour votre parfaite information, vous trouverez ci-après le courrier adressé par la Fédération Nationale des Travaux Publics à Gérald Darmanin, Ministre de l'Action et des Comptes Publics.

Comptant sur votre mobilisation je me tiens à votre entière disposition pour répondre à vos éventuelles questions et je vous prie de croire, Monsieur le Député, en l'assurance de ma considération distinguée.



Régis BINET
Président de la FRTN Normandie

Paris, le 19 septembre 2018

Le Président

Monsieur Gérard DARMANIN
Ministre de l'Action et des Comptes Publics
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Monsieur le Ministre,

Nous avons pris connaissance de l'intention du gouvernement de mettre fin au taux réduit de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sur le gazole non routier (GNR), notamment pour les entreprises de travaux publics. Cette mesure figurerait dans le projet de loi de finances pour 2019 qui sera présenté en Conseil des ministres le 24 septembre prochain.

Je tiens tout d'abord à vous faire part de ma surprise quant à la brutalité de la méthode employée.

En effet, cette mesure n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les secteurs économiques concernés. Elle n'aurait, en outre, aucun caractère progressif – qui est pourtant un principe de bonne politique fiscale pour donner de la visibilité aux acteurs – alors même qu'elle s'additionne avec la montée en charge, précisément, progressive de la TICPE.

La mesure apparaît pour ce qu'elle est, une mesure de rendement fiscal, dont l'impact macroéconomique et sectoriel n'a pas été sérieusement évalué, ni rendu public. Selon nos estimations, son impact direct serait de 500 millions d'euros pour la seule activité des travaux publics (soit environ 60 % de la marge des entreprises) : les travaux de terrassement, ainsi que les travaux routiers et maritimes, seraient particulièrement affectés.

C'est la raison pour laquelle nous demandons le maintien du GNR pour nos entreprises de travaux publics.

Les conséquences de cette hausse de fiscalité sur un facteur de production important auraient dû ou devraient être sérieusement étudiées notamment au regard des contrats en cours et du niveau d'activité des travaux publics.

Pour rappel, les deux tiers de l'activité des travaux publics dépendent de la commande publique, ce qui induit souvent une relation inégalitaire, en termes économique et de rapport de force contractuel, entre le donneur d'ordre public et l'entreprise. Pour preuve, le secteur des travaux publics se caractérise par un faible taux de marge net (résultat net/chiffre d'affaires), comparativement aux autres secteurs, de l'ordre de 2 %. La mesure, si elle n'était pas « neutralisée » dans ses effets économiques, réduirait encore ce taux de marge et déstabiliserait notre secteur, et particulièrement nos PME.